

Autor: Christelle Luisier Brodard
Eclairages

Christelle Luisier Brodard, présidente du PRD vaudois, estime que la société suisse est confrontée à un débat sur la nature des liens qui doivent unir la liberté de marché à l'Etat.

Les partis politiques ne savent plus où ils sont

Plusieurs partis politiques suisses sont à l'image de notre planète, ébranlée par une crise financière sans précédent. Ils ne savent plus où ils en sont, alignent les déclarations sans se soucier de leur effet ni même de leur cohérence, et remplacent allègrement le raisonnement par une addition de contradictions.

Les exemples sont légion. L'UDC, depuis son repli dans l'opposition et le retrait forcé de son chef spirituel, semble naviguer à vue. Elle comprend la nécessité de soutenir les accords bilatéraux qui seront soumis en février prochain au peuple, puis se rétracte, après avoir multiplié les contorsions. Même absence de cohérence en matière militaire: quitte à se renier sur ce dossier en s'alliant avec la gauche, mais dans l'unique but de satisfaire sa soif de vengeance, elle saisit subitement le caractère ridicule de sa situation et vole au secours d'un budget militaire longtemps défendu par les seuls PLR et PDC...

A gauche, ce n'est guère mieux. Le PS n'a rien trouvé de mieux que de faire appel à ses vieilles recettes anticapitalistes à coups de procès d'intention dirigés contre les partis bourgeois soupçonnés, sans la moindre preuve, d'être inféodés aux banques, comme il se doit détestées aujourd'hui... Peur subite que ne se réveille une extrême gauche, revigorée par les avanies récentes du monde financier et qui menacerait de venir empiéter sur les plates-bandes socialistes? Quoi qu'il en soit, cette posture hérissée de gesticulations n'est pas digne d'un parti gouvernemental, surtout quand son conseiller fédéral Moritz Leuenberger croit judicieux de protéger un collègue d'outre-Rhin enclin à noircir la Suisse pour épargner à son pays les affres du temps.

Plus que jamais, la crise exige des partis qui prétendent gouverner la Suisse à la fois raison, humilité, sens des

responsabilités, courage et pragmatisme. Non que mon parti, le PLR, qui ambitionne justement de pouvoir afficher ces vertus en ces temps de tempête, ait toujours fait preuve de la rigueur nécessaire. Il aurait dû, plus tôt, s'inquiéter du tour mauvais que prenait l'évolution du monde bancaire.

Il n'empêche. En se battant pour les valeurs de liberté et de solidarité qu'il a toujours revendiquées à travers l'histoire de ses deux composantes fondatrices, le PLR a démontré une cohérence dans l'action que beaucoup d'autres partis pourraient lui envier.

Par son soutien à des finances publiques saines, il a construit les bases des politiques anticycliques que les temps actuels attendent, comme un engagement en faveur d'un secteur bancaire au bord de la congestion. Par son pragmatisme, il a pu accepter, sans dogmatisme, les interventions ponctuelles de l'Etat: contrairement à ce que certains prétendent, radicaux et libéraux n'ont jamais refusé le rôle régulateur de l'Etat. Par son esprit libéral, le PLR n'a jamais cru dénicher une échappatoire à la crise dans un protectionnisme sans issue.

En revanche, il est indiscutable que la société suisse, et, au-delà, occidentale, est désormais confrontée à un nouveau débat sur la nature des liens qui doivent unir la liberté de marché à l'Etat. Car les appels à l'Etat que l'on entend ne vont pas transformer celui-ci en entrepreneur. C'est donc dans un discours cohérent et raisonnable, à l'abri des injonctions diverses que l'on pourra redéfinir l'équilibre nouveau qui devra sous-tendre la vie sociale du futur. Dans ce cadre, je n'ai aucun doute que le parti auquel j'appartiens reste le mieux armé pour apporter, comme il l'a déjà fait, des vraies réponses aux problèmes du temps. Entre liberté et solidarité.